

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE**  
**78, rue de Varenne**  
**75349 Paris 07 SP**

**DIRECTION des POLITIQUES  
ECONOMIQUE et INTERNATIONALE  
Service de la Production et des Marchés  
Sous-Direction des Productions Végétales**

**3, Rue Barbet de Jouy - 75700 PARIS  
Bureau du vin, du cidre et des spiritueux à  
base de vin et de pomme  
☎ : 01 49.55.45.55  
☎ : 01 49.55.50.75**

**DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES  
Sous-direction du financement de  
l'agriculture**

**78, rue de Varenne - 75349 PARIS  
Bureau du crédit  
☎ : 01 49.55.42.83  
☎ : 01 49.55.45.84**

**CIRCULAIRE  
DPEI/SPM/C2000-4027  
DAF/SDFA/C2000-1512  
Du : 12 MAI 2000**

**Classement :**

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE**

**à**

**MONSIEUR LE PREFET DES PYRENEES ORIENTALES  
MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'ONIVINS**

**OBJET : Aide au redressement des exploitations viticoles  
des Pyrénées Orientales sinistrées du fait de récents  
événements climatiques.**

**DATE DE MISE EN APPLICATION : Immédiate**

---

**POUR EXECUTION**

- **Monsieur le préfet de la région de Languedoc- Roussillon**
  - **Monsieur le directeur régional de l'agriculture et de la forêt du  
Languedoc-Roussillon**
  - **Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt des Pyrénées-Orientales**
- 

Un certain nombre d'exploitations viticoles du département des Pyrénées-Orientales se trouvent aujourd'hui confrontées à d'importantes difficultés économiques imputables à des pertes de récolte enregistrées à la suite d'orages de grêle en avril 1999.

La présente circulaire a pour objet de définir les modalités du soutien apporté par les pouvoirs publics pour accompagner le redressement de ces exploitations qui se trouvent de ce fait en situation de fragilité économique tout en étant viables à terme.

### ① **BENEFICIAIRES DE L'AIDE**

Cette mesure s'adresse aux exploitants à titre principal (<sup>1</sup>) dont la production de vin représente au moins 80 % du produit brut théorique de l'exploitation retenu pour les calamités 1999. Elle concerne les viticulteurs ayant été plusieurs fois sinistrés, et ayant notamment subi des pertes lors de l'épisode de grêle du printemps 1999, sélectionnés dans le cadre de la procédure d'audit des exploitations touchées par la grêle, mise en œuvre à l'été 1999.

### ② **MONTANT DE L'AIDE**

L'aide versée directement à chaque viticulteur a pour finalité de contribuer, avec les établissements bancaires et les autres créanciers, au redressement global de l'exploitation.

Cette aide qui prend la forme d'une subvention d'exploitation est plafonnée à 30 000 F par unité de travail humain (U.T.H.) dans la limite de deux U.T.H. par exploitation.

Le versement de l'aide est subordonné à la production d'une attestation d'assurance contre le risque de grêle couvrant la vendange 2000.

Le montant de l'aide peut être majoré jusqu'à 20 000 F supplémentaires pour tenir compte de la situation particulière des jeunes viticulteurs seuls sur l'exploitation, au regard d'un endettement dû à des investissements réalisés au cours des 3 dernières années.

Dans le cas des GAEC, le plafond de l'aide est multiplié par le nombre d'exploitations regroupées et limité à trois exploitations par GAEC.

### ③ **PROCEDURE D'EXAMEN DES DOSSIERS**

Les viticulteurs concernés déposent auprès de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt du siège de leur exploitation, leur dossier de demande d'aide établi à partir des documents joints en annexe, accompagné des justificatifs attestant de leur situation de sinistré.

Les demandes sont examinées par une formation spécifique de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture réunie et présidée par le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, se composant :

- ➔ des représentants des établissements de crédit, du Trésor public et de la Mutualité sociale agricole ;
- ➔ des représentants des collectivités territoriales qui s'associeraient éventuellement à l'effort de l'Etat ;
- ➔ du délégué régional de l'ONIVINS ;
- ➔ des représentants professionnels.

---

<sup>1</sup> mais aussi les groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC), les exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) ainsi que les autres personnes morales ayant pour objet l'exploitation d'un domaine agricole et dont plus de 50 % du capital sont détenus par des exploitants agricoles à titre principal,

Le procès verbal des réunions des commissions est rédigé par la direction départementale de l'agriculture et communiqué au Délégué régional de l'ONIVINS.

Les critères d'éligibilité sont déterminés par le directeur départemental sur les propositions de la commission, en intégrant notamment les ratios suivants :

- ratio de taux d'endettement sur 2000 ou 2001 : 
$$\frac{\text{Annuité long et moyen terme (capital + intérêts)}}{\text{Encaissements prévisionnels}}$$
- déficit prévisionnel d'exploitation en 2000 et 2001, exprimé en mois de chiffre d'affaires.

La sélection des bénéficiaires est réalisée par le directeur départemental en tenant compte de la nécessité de respecter l'enveloppe affectée à la mesure. L'aide devra être ciblée en priorité vers les exploitations dont l'équilibre a été le plus gravement affecté par les conséquences financières de l'événement climatique tout en étant viables à terme.

Les propositions de la commission accompagnées des dossiers correspondants sont notifiées par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt via la délégation régionale au Directeur de l'ONIVINS qui attribuera l'aide.

Le directeur départemental veillera à ce que les autres dotations mises à disposition pour le département soient engagées de manière coordonnée avec la présente mesure, afin d'assurer un traitement homogène et complet des différentes situations.

Au-delà des éléments transmis par les viticulteurs pour justifier de leurs difficultés liées aux dommages causés par la grêle, la commission pourra compléter son information sur la situation financière de leurs exploitations par des éléments fiscaux, bancaires ou comptables.

#### ④ **MISE EN ŒUVRE DE LA PROCEDURE**

La mise en œuvre de cette procédure doit intervenir dans les meilleurs délais afin de tenir compte des préoccupations financières des viticulteurs sinistrés des Pyrénées Orientales.

L'ensemble des dossiers devra être déposé à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt pour le 15 avril 2000, sauf circonstances locales appréciées par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et notifiées au directeur de l'ONIVINS. Les propositions de subvention doivent être adressées à l'ONIVINS avant le 15 mai 2000.

L'ONIVINS indiquera au Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt le montant des aides attribuées.

⑤ **INTERVENTION DU FAC**

Le directeur départemental veillera à ce que les aides du Fonds d'allègement des charges financières(FAC), mises en œuvre par les établissements de crédit habilités à distribuer les prêts bonifiés à l'agriculture sur la base des orientations définies au plan national, soient engagées, dans le cadre de la concertation locale préalable avec les grandes organisations professionnelles, de manière coordonnée avec la mesure décrite ci-dessus. Il est rappelé que les aides du FAC peuvent revêtir la forme de prises en charge d'intérêts des prêts professionnels à long et moyen terme, bonifiés et non bonifiés, réalisés avant le 1er janvier 2000, de prêts de consolidation d'encours portant sur ces mêmes prêts et, à titre exceptionnel, d'abandons de créances en capital.

L'Adjoint au Directeur  
Chef du Service de la Production  
et des Marchés

La Directrice des Affaires Financières

Pierre-Eric ROSENBERG

Mireille RIOU-CANALS